



Organisation
mondiale de la Santé



Dr Marie-Claire
NOSENI

75
LA SANTÉ
POUR TOUS

OMS BURUNDI NEWS
SEPTEMBRE 2023



Editorial

Dr Xavier CRESPIN

Représentant de l'OMS au BURUNDI

Chers lecteurs, chères lectrices et chers partenaires,

Avant la création de la médecine scientifique, encore appelée médecine conventionnelle, la médecine traditionnelle était le système médical dominant pour des millions de personnes en Afrique. Bien que ces médicaments à base de plantes ne font généralement pas l'objet de recherches suffisantes, et sont peu réglementés, nombreux sont ceux qui y ont encore recours pour leurs problèmes de santé. Quelle est la place qu'occupe la médecine traditionnelle dans le système de santé du Burundi ? Quelle est sa contribution pour l'atteinte de la couverture sanitaire universelle ? Ces questions ont été au cœur de la célébration de la journée africaine de la médecine traditionnelle, le 31 août 2023, par le Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida avec l'appui de l'OMS.

Fidèle à son engagement d'accompagner le Burundi vers une meilleure satisfaction des besoins en santé de la population, l'Organisation mondiale de la santé a appuyé le pays pour la commémoration de la journée mondiale du cœur et la tenue du congrès de la Société burundaise de cardiologie, le 29 septembre, en vue de mieux faire connaître au grand public les facteurs de risque liés aux maladies cardiovasculaires et ainsi, favoriser leur prévention.

Par ailleurs, en partenariat avec les acteurs non étatiques, l'OMS continue d'apporter son assistance médicale aux populations vulnérables notamment les déplacés internes victimes des conséquences du changement climatique.

Cette édition du mensuel OMS BURUNDI NEWS revient sur les temps forts de ces activités, sans oublier les rencontres stratégiques entre l'OMS, le MSPLS et d'autres partenaires de la santé en vue d'accompagner les efforts du pays pour une meilleure santé des populations.

Bonne lecture et très bonne santé à tous.



AUDIENCE DE MR. LE REPRÉSENTANT

OMS et MSF, ensembles pour le renforcement des soins de santé primaires au Burundi !

Le 20 septembre 2023, une équipe de MSF Burundi, présidée par Mr. E ; Lampaert, Coordinateur des opérations, a été reçue par le Représentant de l'OMS BURUNDI. L'objectif de cette rencontre est d'échanger sur le prochain plan de travail de MSF au Burundi ainsi que les principaux projets en cours. Dr. Xavier CRESPIN a félicité MSF Burundi pour tout le travail abattu dans le pays, notamment en ce qui concerne la lutte contre le paludisme, la prévention et la réponse aux urgences, les plaies ulcéreuses et les épidémies de choléra qui sévissent actuellement dans le pays. Le Représentant de l'OMS a insisté sur la nécessité, pour les partenaires, de conjuguer leurs efforts en appui au Gouvernement afin d'améliorer la qualité de l'offre des soins de santé primaires et la surveillance des épidémies récurrentes dans la sous-région.



Dr Xavier CRESPIN en compagnie de la délégation de MSF.

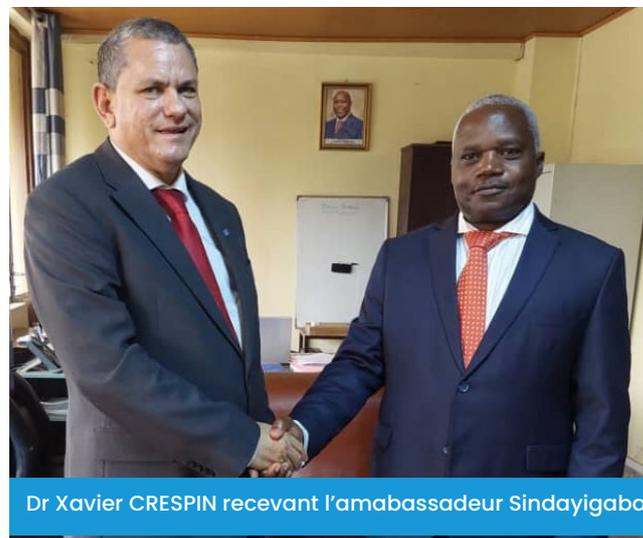
Mme Bruck Landais reçue par Dr. Xavier CRESPIN



Dr Xavier CRESPIN avec Mme Landais et des collaborateurs.

La conseillère régionale en santé mondiale, Mme Bruck Landais, accompagnée de Mr. Vincent Curis de l'Ambassade de France au Burundi, a rendu, le 19 septembre 2023, une visite de courtoisie au Représentant de l'OMS, Dr. Xavier CRESPIN. Les échanges ont porté sur les priorités de la santé au Burundi, dont, entre autres, la lutte contre les épidémies et le financement de la santé. Dr. Xavier CRESPIN a insisté sur la nécessité de la mise en place de la plateforme UNE SEULE SANTE pour mieux gérer les zoonoses dans le pays.

Dr. Xavier CRESPIN et l'Ambassadeur G. Sindayigaya échangent sur la CSU



Dr Xavier CRESPIN recevant l'ambassadeur Sindayigaba.

Rencontre le 05 septembre 2023 entre le Représentant de l'OMS au Burundi et le Directeur Général chargé des relations multilatérales au Ministère des affaires étrangères et de la coopération au développement du Burundi. Dr. Xavier CRESPIN et Ambassadeur Gaudence Sindayigaya ont discuté des priorités de l'OMS au Burundi dans la nouvelle stratégie de coopération en vue d'accélérer les progrès vers la Couverture sanitaire universelle.



L'OMS appuie le Burundi dans la célébration de la JMC 2023 couplée au Congrès de la SBC.

La Société burundaise de cardiologie, en collaboration avec le Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida (MSPLS) et l'appui de l'OMS, a célébré le 29 septembre la journée mondiale du cœur sous le thème « utilisez le cœur, sachez que le cœur est ouvert », en présence de l'assistant au MSPLS, des cardiologues, du délégué du Représentant de l'OMS. Couplée au congrès de la SBC, sous le signe « des urgences cardiovasculaires », cette célébration, à laquelle participaient aussi des étudiants en médecine, vise à sensibiliser la population sur les maladies cardio-vasculaires et leurs facteurs de risque.

A travers des exposés sur la gestion des urgences cardiologiques au Burundi, les cardiologues ont entretenu les participants sur les maladies cardio-vasculaires, les défis en matière de prise en charge et les mesures préventives.

Après avoir attiré l'attention de l'assistance sur la gravité des maladies cardio-vasculaires, le délégué de l'OMS a exhorté les uns et les autres à mieux connaître le cœur



Photo de famille des participants.

et les pathologies qui le menacent. Il a plaidé pour l'accès des populations à une vie saine débarrassée des facteurs de risque des Maladies cardio-vasculaires.

Stratégie de coopération 2024-2027 entre l'OMS et le Burundi : les préparatifs vont bon train !



Dr Xavier CRESPIÑ (centre), le Secrétaire Permanent (à droite) et l'Assistant (à gauche) au MSPLS.



Vue d'ensemble des participants..

Sous la direction du Représentant de l'OMS et du Secrétaire Permanent du Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida, les cadres de l'OMS et ceux des Ministères de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi et des affaires étrangères se sont réunis le 21 septembre 2023 pour échanger sur le contenu de la Stratégie de Coopération 2024-2027 entre l'OMS et le

Burundi. Suite à la présentation du draft de la stratégie par l'expert national commis, les participants ont apporté leurs contributions qui seront intégrées dans le document final qui, après validation, constituera la feuille de route de la coopération entre l'OMS et le Burundi.



Le MSPLS et le GPFS se concertent sur l'atteinte des objectifs de santé vision 2040-2060

Le Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida et le Représentant de l'OMS, chef de file du GPFS ont présidé, le 12 septembre, la réunion du cadre de concertation des partenaires pour la santé et le développement (CPSD). Au cours de cette réunion, cadres du MSPLS et partenaires ont échangé sur les indicateurs de suivi des objectifs de santé de la vision 2040/2060, le budget programme et le rapport compte de la santé 2020 du Burundi. Le chef de file du GPFS a rassuré les autorités burundaises de la disponibilité et de l'engagement des partenaires à accompagner le Burundi, à travers un cadre concerté, dans ses efforts pour l'atteinte de la CSU.

Dr. Xavier CRESPIE a exhorté le MSPLS à affiner le mécanisme d'analyse pour que les besoins en santé soient bien formulés pour permettre aux partenaires d'apporter des réponses adéquates en fonction d'une stratégie de financement bien élaborée.



Dr Xavier CRESPIE et l'ancienne Ministre en charge de la santé.



Vue d'ensemble des participants.

Célébration de la journée mondiale de Kinésithérapie



Vue d'ensemble du présidium.



L'ambassadeur de la Belgique avec le délégué de l'OMS visitant l'exposition de matériels de réadaptation..

La réadaptation est un élément essentiel de la couverture sanitaire universelle au même titre que les autres composantes de la santé. Dixit ce 22 septembre 2023 le délégué du Représentant de l'OMS à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de kinésithérapie.

Au Burundi, pour aider les personnes souffrant de

problèmes de santé à réduire leur handicap, l'OMS a appuyé le pays dans la mise en place d'un plan national de développement de la réadaptation 2023-2027. L'objectif est d'accroître l'accès à toutes les interventions de la réadaptation dont la kinésithérapie, adaptées aux besoins, abordables, efficaces et centrées sur la personne à tous les niveaux de soins de santé.



Lutte contre les maladies cardiovasculaires au Burundi : Tout le monde doit s'y impliquer !



« Après 8 ans, quelques bribes de souvenirs commencent à effleurer mon esprit. C'était le 28 juillet 2015, un mardi, aux environs de 15H. J'étais avec deux autres amis. Nous étions en train de parler et subitement je tombe à terre. Je n'arrivais plus à bien parler, je ne sentais plus le bras et le pieds droits. Ils étaient inertes et insensibles. J'ai été transporté à l'hôpital pour les soins. C'est là où j'apprends que j'ai été victime d'un accident vasculaire cérébral (AVC). Après quelque temps ici à Bujumbura, j'ai été évacué au Rwanda où j'ai passé un mois avant de revenir poursuivre les soins à Bujumbura », se remémore le sieur Thaddée MANIRAKIZA, 53 ans. Si cet agent de la BRB (Banque de la République du Burundi) continue de voir régulièrement son cardiologue et poursuit ses séances de rééducation, il estime se porter bien quand même : « aujourd'hui, je peux dire que je vais tant bien que mal. Je n'arrive toujours pas à bien articuler les mots, comme vous le voyez. J'ai toujours du mal à faire usage de mes membres inférieur et supérieur droits, mais ça va, je suis en vie, j'ai pu reprendre cahin caha le boulot », raconte Thaddée MANIRAKIZA. Il avoue ignorer qu'il souffrait de certaines maladies non transmissibles avant son accident : « Jusqu'au moment de cette crise, je ne

savais pas que j'étais diabétique ni hypertendu. C'est lors de ma prise en charge à l'hôpital que les analyses de sang effectuées ont révélé que je souffrais de ces deux maladies qui seraient la cause de l'AVC dont j'ai été victime », déclare le fonctionnaire de la BRB. Les accidents vasculaires cérébraux constituent l'une des maladies cardiovasculaires les plus répandues. Ces dernières représentent « la première cause de mortalité dans le monde avec près de 10 millions de décès par an. Quand on parle de maladies cardiovasculaires on parle de maladies graves comme les infarctus, les accidents vasculaires cérébraux, les cardiomyopathies, l'hypertension artérielle, etc. A signaler aussi que ces maladies sont liées au tabagisme, à une mauvaise alimentation, l'obésité, la sédentarité, la consommation de l'alcool, et l'hyperlipidémie », confirme Dr. Constantin Nyamuzangura, cardiologue. Et quand on interroge l'un des précurseurs du « centre du cœur » du Bujumbura, sur l'ampleur de la prévalence des maladies cardiovasculaires dans son pays, il affiche une mine un tantinet attristé : « Au Burundi, la situation est très alarmante. Malheureusement, comme dans d'autres pays en développement, on ne dispose pas trop d'études, mais globalement, il faut savoir que



ces maladies commencent à être un vrai fardeau, on le voit dans les hôpitaux où les lits deviennent de plus en plus remplis par des patients cardiovasculaires (hypertension, infarctus, insuffisance rénale, AVC, et.). En tant que cardiologue, je reçois en consultation par semaine pas moins d'une centaine de patients et autour de 500 par mois, rien que pour l'hypertension artérielle. C'est dire l'ampleur de la pathologie dans le pays. Même sans statistiques officielles au niveau national, je juge que c'est un peu élevé et la moyenne d'âge de ces patients se situe entre 50 et 60 ans », confie Dr. Constantin Nyamuzangura. Face à ce tableau assez inquiétant, le cardiologue déplore le manque de conditions appropriées pour la prise en charge de ces types de pathologies dans son pays. « Au Burundi, on est encore très loin des attentes en matière de ressources humaines ou de prise en charge des maladies cardiovasculaires. Dans un pays où on a un cardiologue pour 1 million d'habitants, on est très loin du compte. Et, figurez-vous, ces quelques cardiologues exercent presque dans la capitale Bujumbura au détriment des autres provinces qui sont délaissées. Et là je ne vous parle pas du plateau technique. On n'a pas d'équipements adaptés, on n'a pas de médicaments ou de produits d'urgence ni de centres d'excellence pour gérer les cas graves comme les infarctus, on ne sait pas déboucher les artères avec des stents, on ne sait pas mettre des pacemakers pour les patients atteints d'arythmie sévère. Pour vous dire, on est loin du compte et il faut vraiment de gros efforts pour remonter la pente », s'indigne le cardiologue du « centre de cœur » de Bujumbura.

Afin de relever ces défis en matière de prise en charge des maladies cardiovasculaires, le collège des cardiologues du Burundi ont créé la Société burundaise de cardiologie (SBC). Depuis 2015 qu'elle a été mise sur les fonds baptismaux, cette structure a entrepris un certain nombre d'initiatives pour gérer les cas de patients victimes de maladies cardiovasculaires. « Nous avons organisé des formations continues à l'endroit des médecins généralistes de la capitale mais aussi pour ceux de l'intérieur du pays. Ce qui a permis de doubler en moins de 8 ans l'effectif des médecins pouvant intervenir en cas de maladies cardiovasculaires. En collaboration avec le Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida (MSPLS) nous avons élaboré des protocoles de prise en charge, entrepris des projets de formations sur l'électrocardiogramme, de vulgarisation des plateaux techniques qui devraient être disponibles dans tous les services d'urgence du pays. Nous comptons également faire un plaidoyer en vue de la création du premier centre d'excellence pour traiter les maladies cardiovasculaires au Burundi.

Avec ces quelques activités menées par la SBC nous arrivons à faire aujourd'hui de bons diagnostics au niveau périphérique, les médecins généralistes arrivent à administrer de bons traitements aux patients en appliquant convenablement les protocoles enseignés, nous disposons de bons référencement pour des cas graves qui nécessitent des soins plus spécialisés », souligne Dr. Constantin Nyamuzangura.

Pour mener à bien toutes ces activités qui semblent porter des fruits, la SBC bénéficie de soutiens de certains partenaires, dont l'Organisation mondiale de la santé. « L'OMS nous appuie depuis notre création en 2015 dans l'organisation de nos événements phares à savoir le congrès de cardiologie et les journées mondiales du cœur. Toutes les années l'OMS a été présente à nos côtés dans nos ambitions de formations continues, d'élaboration de protocoles de prise en charge pour pouvoir transmettre les compétences au niveau périphérique et ainsi prévenir et lutter contre les maladies cardiovasculaires au niveau national. Nous souhaiterions que l'OMS nous assiste dans la recherche de données au niveau du pays en appuyant notamment une étude à l'échelle nationale pour dégager des statistiques des maladies cardiovasculaires au Burundi », plaide le Président de la Société burundaise de cardiologie. Pour lui, les autorités sanitaires du Burundi doivent aussi s'efforcer pour doter le pays de conditions favorables et d'infrastructures adéquates pour la prise en charge correcte et efficace des maladies cardiovasculaires. Cependant, et quand bien même ces opportunités de traitement auront existé, la sensibilisation à la prévention restera de mise.

« L'AVC ne prévient pas. C'est une maladie qui laisse beaucoup de séquelles. Quand vous avez un handicap, vous êtes parfois rejeté, surtout dans notre pays ici, et vous ne pouvez plus travailler. J'invite alors les uns et les autres à bien prendre soin de leur santé, surveiller leur alimentation, faire du sport, se faire plaisir dans la vie pour éviter le stress, souvent facteur aussi d'accident cardiovasculaire », conseille Mr. Thaddée MANIRAKIZA. Un avis bien partagé par le spécialiste des maladies du cœur. « Il nous faut bien utiliser notre cœur pour notre santé cardiovasculaire. Cela implique qu'il faut avoir une activité physique régulière, une hygiène de vie correcte avec une alimentation équilibrée, pauvre en sel, riche en fruits et légumes. Eviter au maximum le stress, diminuer la consommation de l'alcool et arrêter de fumer. C'est un message à la fois essentiel et universel. On doit toujours rappeler que les maladies cardiovasculaires constituent malheureusement la première cause de décès dans le monde et que tout le monde doit être impliqué dans sa lutte, que ce soit au niveau individuel ou collectivement », lance Dr. Constantin Nyamuzangura.



Pour la santé holistique et le bien-être des populations : la contribution de la médecine traditionnelle est de mise



Mr. Jothan NIKORA, Président du réseau des associations des tradipraticiens du Burundi.

Jeudi 24 août, 2023. 14H 20mn au marché de Kinama (Bujumbura). Mr. Christian Kwizera debout devant l'étalage d'une vendeuse de médicaments traditionnels, triant minutieusement les produits qu'il veut acheter. A la question de savoir pourquoi vient-il s'approvisionner ici pour se soigner, le septuagénaire répond, avec un sourire au coin des lèvres : « Depuis mon enfance, j'ai été toujours soigné avec les médicaments traditionnels. Mes parents avaient plus foi en ces produits qu'en ceux de la médecine moderne. Et avec l'utilisation de ces produits on s'est toujours sentis bien. Pas de problèmes de santé. J'ai grandi avec cette croyance à laquelle j'ai converti aussi ma progéniture. Pour les problèmes de santé de ma femme et de mes enfants, je me réfère toujours à la science de nos ancêtres », argumente cet ancien fonctionnaire des services postaux du Burundi. Comme le Sieur Christian, et selon les statistiques de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), 90% de la population burundaise a recours à la médecine

traditionnelle pour faire face à ses problèmes de santé. Une réalité que confirme Mme Joselyne Miburo, Cheffe du service de la promotion de la médecine traditionnelle au sein du Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida. « Il est vrai que nous ne disposons pas de chiffres officiels qui indiquent le nombre de Burundais qui ont recours à la médecine traditionnelle pour régler leurs problèmes de santé, mais, force est de reconnaître que beaucoup de nos concitoyens ont foi en cette médecine qui semble leur procurer la guérison. Vous n'avez qu'à faire un tour chez les tradipraticiens pour voir l'affluence qui y règne. Parfois même les gens se présentent dans les hôpitaux après qu'ils aient recouru aux soins traditionnels sans succès », explique la psychologue clinicienne. C'est donc peu dire d'affirmer que la médecine traditionnelle existe et est bien acceptée au Burundi. Révolu donc les temps où les tradipraticiens doivent se cacher pour exercer leur science. En effet, comme le rappelle la cheffe du service



de la promotion de la médecine traditionnelle, « grâce à un décret présidentiel datant du 11 novembre 2014, portant réglementation de la médecine traditionnelle au Burundi et appuyé par trois ordonnances ministérielles, la médecine traditionnelle est reconnue officielle. Ce qui autorise les tradipraticiens à pratiquer leur science et à commercialiser leurs produits dans des officines dédiées à cet effet. A condition que les règles prescrites soient dûment respectées », prévient Mme Joselyne Miburo.

Grâce audit décret, la Direction de la Promotion de la Médecine traditionnelle, de l'alimentation équilibrée et de l'alimentation naturelle à visée thérapeutique a vu le jour. Créée par décret présidentiel le 20 Novembre 2020, cette nouvelle structure du Ministère de la Santé a démarré ces activités le 29 mars 2021. Elle vise essentiellement à : promouvoir la production locale et l'utilisation des médicaments traditionnels améliorés ; appuyer la promotion des cultures à visée thérapeutique et la protection des plantes médicinales à travers la création de jardins botaniques et de jardins des plantes médicinales couramment utilisées et/ou menacées de disparition dans chacune des provinces du pays ; l'évaluation de l'innocuité, l'efficacité et la qualité des médicaments à base de plantes médicinales ; le renforcement des capacités des tradipraticiens en rapport avec les dangers/risques, les urgences médicales et chirurgicales. Ces dispositions permettent aujourd'hui à, au moins, un millier de tradipraticiens réunis au sein du réseau des associations des tradithérapeutes de mettre au service de la santé de leurs concitoyens leurs connaissances des vertus des plantes, à la grande satisfaction de Mr. Jothan NIKORA : « Je me réjouis de l'effort fait par les autorités de notre pays pour nous permettre d'exercer notre science. Aujourd'hui nous collaborons bien avec le Ministère de la santé publique et de la lutte contre le sida (MSPLS) et même avec les médecins conventionnels. Notre réseau dispose d'antennes dans les 18 provinces du pays et nous travaillons avec les médecins provinciaux pour la prise en charge de certaines pathologies », révèle le Président du réseau national des associations des tradipraticiens du Burundi. Mais pour Mr. Aminadab HAVYARIMANA, Anthropologue, « la collaboration entre la médecine traditionnelle et celle conventionnelle reste embryonnaire, très étroite. Il faudrait qu'elle soit davantage promue afin que les soins médicaux traditionnels s'intègrent dans le système de santé du pays », conseille le professeur assistant à l'Université du Burundi. Il loue les « compétences avérées » des tradithérapeutes burundais dans la prise en charge de certaines pathologies « comme la COVID 19, le

paludisme, la fièvre typhoïde, le diabète, l'hypertension artérielle, les fractures osseuses, pour ne citer que celles-là ». Un éventail de maladies qui peut être élargi si les praticiens de la médecine traditionnelle sont soutenus à travers, comme le souligne Jothan NIKORA, « la mise en place d'un laboratoire d'analyse des produits issus de la médecine traditionnelle ; l'implantation au sein de l'Université d'une faculté pour l'enseignement de la médecine traditionnelle, la création d'un hôpital typiquement traditionnel ;

L'organisation à l'intention des tradipraticiens des voyages de partage d'expériences dans les pays de référence en matière de médecine traditionnelle ». Des propositions auxquelles adhère Mme Joselyne Miburo. Tout en partageant l'idée de renforcement des capacités des tradithérapeutes, la cheffe du service de la promotion de la médecine traditionnelle plaide aussi pour une mise à disposition de moyens financiers conséquents pour renforcer la recherche et la mise en place de laboratoires d'analyse afin de jauger l'efficacité des médicaments qui pourraient être homologués par l'OMS, laquelle organisation « appuie le pays techniquement et financièrement dans l'élaboration de politiques et de documents stratégiques afin que la médecine traditionnelle puisse jouer pleinement son rôle dans la santé intégrale des populations », précise la psychologue clinicienne qui ne cache pas sa foi en la médecine traditionnelle. Tout comme l'enseignant chercheur de l'Université du Burundi.

« Avec les progrès réalisés dans la structuration, la formation, les recherches effectuées dans la phytothérapie, la médecine traditionnelle a une place non négociable dans l'intégration des soins de santé pour le bien-être des populations. Mais pour que cela devienne une réalité palpable dans notre pays, il faudrait mettre en œuvre cette politique nationale de la santé qui prône la promotion de la médecine traditionnelle jusqu'à son intégration effective dans le système de santé national. L'autre chose est que les tradipraticiens doivent œuvrer pour la coordination de leurs actions en travaillant dans les groupements ou des associations pour qu'ils puissent barrer le chemin à cette croyance qui les assimile aux charlatans, aux féticheurs. Il faudrait aussi que les pouvoirs publics prennent des mesures idoines pour mettre de côté les brebis galeuses qui ternissent l'image des tradipraticiens sérieux et détenteurs de vraies connaissances des vertus des plantes thérapeutiques. Car, la tradithérapie avant tout est l'utilisation des plantes et des minéraux à des fins médicales. Par conséquent, cette science ne saurait être exercée par n'importe quel aventurier », avertit l'anthropologue Aminadab HAVYARIMANA.



L'OMS apporte une assistance médicale aux habitants des sites de déplacés de Gatumba.



Le Représentant de l'OMS participant à la préparation de bouillie pour les enfants malnutris.

« Les conditions dans lesquelles nous vivons ici sont très difficiles. Nous sommes exposés à plusieurs maladies. Nous n'avons pas suffisamment à manger. Avec les mauvaises conditions de logement et le niveau élevé de l'insécurité alimentaire, les enfants sont faibles et tombent souvent malades ». Dame Manirambona Evelyne, 35 ans et mère de 5 enfants, décrit ainsi son quotidien depuis 3 ans qu'elle a élu domicile sur le site des déplacés de Sobel à Maramvya, localité située à une vingtaine de kilomètres de Bujumbura. Cette banlieue de la capitale burundaise abrite depuis plus de trois ans des déplacés victimes des inondations survenues en 2021-2022 à Gatumba. La précarité de la vie sur ce site rend très vulnérables les hommes, les femmes et les enfants qui y vivent. « Mon enfant a eu des difficultés à la naissance, ce qui a affecté son développement normal. Il ne peut pas marcher, ni manger tout seul. Je dois le porter tout le temps, ce qui m'empêche de vaquer à d'autres occupations pour subvenir aux besoins de mes 4 autres enfants », se lamente dame

Vyizigiro Eliane, 32 ans, dont la maison a été détruite suite aux inondations à Gatumba. En effet, Gatumba, située à quelques encablures de Bujumbura, est l'une des zones les plus touchées par des catastrophes naturelles et autres aléas climatiques. Ces trois dernières années, des maisons y ont été détruites, des écoles, des centres de santé et des cultures ont été inondés. Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), environ 40 000 personnes ont été affectées par les inondations dans cette zone et parmi elles, 13 000 ont dû quitter leurs maisons. Elles se sont installées, entre autres, dans des sites de déplacés. Les inondations de 2023 se sont produites alors que plus de 5 000 personnes vivaient encore dans des camps après avoir perdu leur maison lors des inondations de 2022. Cette augmentation du nombre de déplacés installés a rendu difficiles les conditions sur ce site où les habitants sont sujettes à des problèmes d'insalubrité, de malnutrition et de santé.



Pour soulager la souffrance de ces populations, l'ONG Global Peace Chain (GPC), en collaboration avec le Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida (MSLPS), le Ministère de la solidarité et l'OMS, sur le financement du Gouvernement du Japon, a initié un projet intégré pour porter assistance aux habitants de ces sites, à travers des séances de sensibilisation, de consultations prénatale et postnatale, de planification familiale, de santé de la reproduction, de protection contre les maladies liées aux mains sales et le paludisme. Le lancement officiel dudit projet a eu lieu le 06 septembre 2023 sur le site de déplacés de Sobel, en présence des délégués du MSPLS, du Représentant de l'OMS, du Directeur pays de l'ONG Global Peace Chain, des communautés vivant sur le site et des autorités administratives locales. Le représentant du MSPLS s'est réjoui de cette initiative en faveur de la santé et du mieux-être des populations déplacées. « Au nom du MSPLS, je voudrais louer le travail qui se fait ici sur ce site à travers l'assistance médicale apportée aux habitants de ce camp. Toutes mes félicitations et encouragements à tous les partenaires qui appuient le Ministère de la santé dans l'amélioration de la santé de la population. C'est une importante initiative qui vient à point nommé, vu les besoins de cette population », a déclaré Dr. Emmanuel Ngabireyimana.

Le Directeur Pays de l'ONG Global Peace Chain Burundi, a rappelé que son équipe est présente sur les camps de déplacés de Sobel et Kinyinya 2 depuis le 29 août 2023 où plus de 680 patients ont été gratuitement consultés, avec une prise en charge médicamenteuse gracieuse. « Nous avons réalisé gratuitement des examens pour plus de 100 patients au laboratoire, et plus de 100 femmes enceintes ont bénéficié d'examens d'échographie gratuits. Aujourd'hui, nous sommes venus avec nos partenaires pour soutenir les 315 familles du camp de déplacés de Sobel, ainsi que les 315 familles situées à Gatumba, en leur fournissant des kits de dignité et d'hygiène. Cela vise à lutter contre leur vulnérabilité et à améliorer leurs conditions d'hygiène dans les camps », a souligné Dr. Dr. VOULOFO Brondon Niguel.

Après avoir exprimé sa gratitude aux autorités burundaises pour les efforts consentis en vue de reloger les sinistrés et permettre à la communauté humanitaire d'apporter son soutien, le Représentant de l'OMS au Burundi, Dr. Xavier CRESPIAN, a remercié le Gouvernement du Japon pour sa contribution au secteur de la santé. Il en a aussi appelé à d'autres partenaires de se joindre à l'effort en faveur de cette population victime de catastrophes naturelles.

Cette campagne d'assistance médicale gratuite et de sensibilisation est prévue pour s'étendre sur une période d'un mois avec des offres de services comprenant des



consultations médicales, des échographies pour les femmes enceintes, des tests de dépistage du paludisme, du VIH/SIDA, de grossesse, des consultations prénatales, la prise en charge médicamenteuse, la distribution de kits d'hygiène, des séances de sensibilisation et la prise en charge des enfants présentant des signes de malnutrition.

« Je suis très contente de cette initiative. Car avec nos conditions de vie ici, les enfants sont souvent malades. J'ai pu les amener voir le médecin, et on nous a donné des médicaments. Moi-même j'ai pu faire une échographie, car je suis enceinte de mon sixième enfant. J'ai pu avoir des médicaments pour traiter une infection que j'ai attrapée à cause des sanitaires mal entretenues », s'est réjoui dame Manirambona Evelyne. Tout comme dame Nayigihugu Pascasie, qui vit sur le camp depuis 2 ans dans ce camp de déplacés avec son mari.

« Je suis venue me faire soigner contre des maux de tête et on a trouvé que je souffrais de la malaria. J'ai pu avoir des médicaments et aussi on m'a prodigué des conseils sur comment utiliser efficacement la moustiquaire et observer une bonne hygiène autour de notre abri afin d'éviter la prolifération des moustiques », a-t-elle témoigné. A travers ce projet intégré, GPC, avec les partenaires dont l'OMS et le Gouvernement du Japon, veut contribuer à la réduction de la mortalité maternelle, néonatale, et infantile ; et la morbidité liée au paludisme et maladies liées aux mains sales dans les camps de déplacés.

Au total, 2.000 personnes sont ciblées pour être sensibilisées sur le Choléra, le Paludisme, la planification familiale, la santé de la reproduction, les consultations prénatales et les violences basées sur le genre. De même, il est envisagé que 5.000 personnes déplacées (femmes, filles, hommes, personnes âgées, femmes enceintes et handicapés) bénéficient, de la période du 29 août au 29 septembre 2023, des services gratuits de la Clinique Mobile de l'ONG Global Peace Chain pour leur santé et leur mieux-être.



Journée mondiale de la sécurité du patient : Ensemble pour des soins de santé plus sûrs et sans risques !



Quelques équipements de stérilisation et d'hygiène.

« Cela fait déjà trois ans, je me suis fait opérer pour une appendicite. Pendant mon hospitalisation, la plaie s'est infectée. Les médecins ont parlé d'une infection à staphylocoque doré. Au cours du traitement de cette infection contractée à l'hôpital, suite à de violents maux de tête et une forte fièvre, on m'a diagnostiqué un palu aigu. Heureusement, j'ai été pris en charge rapidement et j'ai pu guéri, même si j'ai dû passer plusieurs semaines à l'hôpital ». Si Antoine MUNEZERO, 56 ans, originaire de Rumonge, s'en est, apparemment, bien sorti sans grandes difficultés, ce n'est pas le cas de plusieurs autres patients qui traînent, pendant des années ou toute leur vie durant, des séquelles d'une infection nosocomiale « choppée » en milieu hospitalier après leur admission. Les infections nosocomiales représentent la complication la plus fréquente affectant les patients hospitalisés.

La sécurité du malade est devenue une préoccupation majeure de santé publique. Il s'agit de prévenir et de réduire les risques, les erreurs et les préjudices causés aux patients dans le cadre de soins de santé. La sécurité

du patient repose en premier lieu sur l'amélioration continue, grâce à des enseignements tirés des erreurs et des manifestations indésirables. Des politiques claires, des capacités de leadership, des données pour orienter les améliorations de sécurité, des professionnels de santé compétents et la participation réelle des patients à leurs soins sont nécessaires pour parvenir à mettre en œuvre des stratégies en matière de sécurité du patient. Une réalité dont sont conscientes les autorités sanitaires du Burundi.

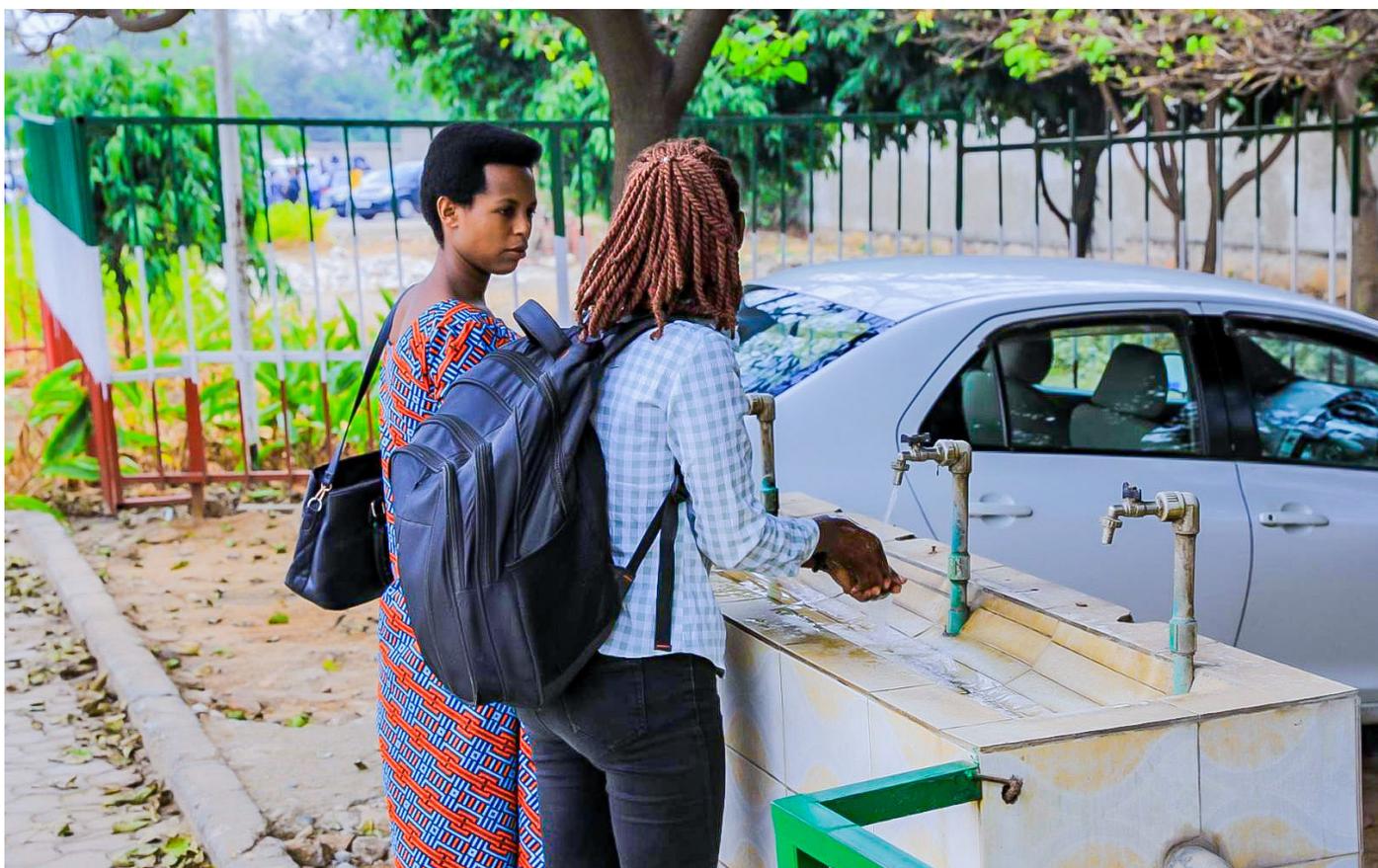
Même si, comme le souligne le Directeur général des offres de soins au Ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida, le pays ne dispose pas de politique claire et spécifique à la sécurité des patients, « il existe toutefois quelques dispositions visant à améliorer la sécurité du patient. Nous citerons entre autres : La création d'une Direction Générale en charge de l'offre de soins et accréditation avec un département en charge spécifiquement de la gestion de la qualité des soins ; l'existence d'une autorité chargée de la régulation et de la disponibilité des médicaments de qualité ;



le document des normes sanitaires pour la mise en œuvre de la stratégie sectorielle de la santé ; l'existence d'un référentiel qualité des soins et services de santé ; le renforcement des capacités et compétences sur les urgences chirurgicales, obstétricales et anesthésiques à travers l'approche de mentorat clinique in situ et le processus d'audits cliniques dans les hôpitaux de districts », indique Dr. Oscar NTIHABOSE.

Cependant, déplore le Directeur général de l'offre des soins, « ces dispositions ne sont pas appliquées de façon coordonnée et efficace. En effet, le système de santé du Burundi est confronté à un problème de manque de ressources humaines qualifiées et en quantité suffisante, des infrastructures répondant aux normes requises à chaque niveau de soins et l'insuffisance du budget alloué à la santé ». Fort heureusement, face à ces aléas structurels et conjoncturels, certains établissements sanitaires du pays mettent un point d'honneur à œuvrer pour la sécurité du patient dans leurs enceintes. C'est le cas par exemple de l'hôpital militaire de Kamenge (HMK), une structure sanitaire de référence dans le pays et dont la devise est : « Un bon accueil dans un hôpital propre ». Dr. Déo Simbarariye est le chef du service néphrologie et le point focal

Prévention et Contrôle des Infections (PCI). Il explique les mesures prises par cet hôpital pour assurer la sécurité des soins et du patient. « La gestion des risques liés à la sécurité du patient passe par la formation. Nous assurons régulièrement la formation des prestataires de soins, des équipes paramédicale et médicale, surtout avec les récentes épidémies ou de menaces que nous avons connues ces derniers temps à savoir la Covid19 et Ebola, il y a eu des formations qui ont été organisées pour renforcer la protection aussi bien du personnel que des patients. Fidèle à la devise de notre hôpital, nous mettons un accent particulier sur la propreté et l'hygiène, à travers la promotion du lavage des mains et de l'hygiène hospitalière. Nous disposons au niveau des urgences, des salles de consultations et du bloc opératoire des équipements de protection : les dispositifs de lavage des mains au savon, des gants, les masques, le matériel de stérilisation, etc. Tout ça pour protéger et patients et personnel », confie Dr. Déo Simbarariye. Ces dispositions sont d'autant nécessaires face aux cas fréquents de maladies nosocomiales enregistrés dans cet établissement sanitaire. Dr. Dieudonné KARORERO en est le Directeur chargé des soins : « il n'existe pas encore de données d'enquêtes sur la prévalence d'infections dues au manque de mesures



Point de lavage de mains à l'entrée de l'Hôpital Militaire de Kamenge.



de protection du patient, mais nous enregistrons souvent des cas suite à des interventions chirurgicales ou aux accouchements par voie basse ou par césarienne. Des cas d'infections qui suppurent après une opération dont le pronostic était au départ bon et que par la suite, tourne mal et se surinfecte. Il y a aussi des cas de patients qui viennent à l'hôpital pour un problème de santé relevant de la chirurgie, par la suite ils sont diagnostiqués d'un paludisme ou d'une toute autre maladie nosocomiale contractée sur la place. Nous enregistrons également des cas d'infections urinaires dues au sondage vésical mal fait, des infections causées par la pause de cathéter lors des perfusions », informe le colonel-médecin psychiatre.

Pour réduire la prévalence de ces infections nosocomiales et faire de cet hôpital un lieu de santé par excellence, les responsables multiplient des initiatives de sécurité. « En plus des points de lavage que nous avons disposés partout dans l'hôpital avec des messages de sensibilisation pour amener les uns et les autres à suivre scrupuleusement ces prescriptions, nous avons construit un forage pour que l'eau soit disponible à tout moment pour le lavage des mains et augmenter des réservoirs pour le stockage. Nous avons également mis à disposition des soignants des désinfectants en quantité suffisante. Nous envisageons aussi mettre en place une station de traitement d'eaux usées de tout l'hôpital avant de les évacuer dans la nature pour ne pas contaminer les riverains. Nous avons augmenté le nombre de machines à laver pour éviter que le personnel de buanderie ne soit exposé aux infections ou contamination de maladies et favoriser l'utilisation de champs propres au lieu que les patients utilisent leurs linges comme draps ou couvertures de lits ou parfois même accoucher sur des pagnes non stérilisés », énumère Dr. Dieudonné KARORERO.

Fidèle à son engagement d'appuyer les structures sanitaires du Burundi à renforcer les capacités de prise en charge des malades, le bureau pays de l'OMS a offert à l'hôpital militaire de Kamenge un incinérateur de dernière génération dont se félicite le Directeur général des soins. « Nous utilisons un incinérateur de fabrication locale qui nous empêchait de traiter une grande quantité de déchets. Il y avait même des produits qui ne pouvaient pas être brûlés par cet incinérateur qui ne répondait pas aux normes exigées, en plus, il dégageait une fumée très toxique nuisible aux usagers de l'Hôpital. C'est ainsi que l'OMS a répondu à notre sollicitation en nous offrant un incinérateur de dernière génération, grâce auquel nous pourrions désormais

traiter une grande quantité de déchets en un temps record, de telle sorte que tous les déchets produits au sein de l'hôpital seront brûlés convenablement. On pourra ainsi protéger les agents qui s'occupent de cette tâche », se réjouit Dr. Dieudonné KARORERO.

En outre, l'OMS a appuyé le pays dans l'élaboration d'une stratégie nationale de PCI durable dont la mise en œuvre permettra de prévenir les infections nosocomiales et contribuer à la lutte contre la transmission de certaines maladies liées aux mains sales.

L'OMS a également contribué à l'installation de points de lavage de mains dans dix (10) centres de santé communautaires de la province de Bujumbura. A ces différents appuis s'ajoute le soutien du bureau pays de l'Organisation mondiale de la santé apporté à l'Hôpital militaire de Kamenge pour le renforcement de capacités de deux de ses agents envoyés à Marseille (France) pour affiner leurs aptitudes en matière de prise en charge des nouveau-nés.

L'édition 2023 de la Journée mondiale de la sécurité du patient est placée sous le thème : « Faire des patients les acteurs de leur propre sécurité ». A cet effet, le point focal PCI de HMK plaide pour « que la sensibilisation des malades et des personnels des hôpitaux et centres de santé soit renforcée pour une prise de conscience collective. On doit tout faire pour qu'un patient qui se rend dans un hôpital reçoive des soins de qualité tout en lui évitant de subir des événements inattendus et indésirables qui pourraient compromettre sa santé, comme un mauvais diagnostic, des gestes inappropriés du personnel de santé, des prescriptions inadéquates, etc. », propose Dr. Déo Simbarariye. Pour Dr. Dieudonné KARORERO, autant les patients et les prestataires de soins ont leurs responsabilités, autant les autorités politico administratives doivent aussi jouer leur partition pour que la sécurité du patient soit une réalité vivante dans les établissements sanitaires du pays. « Je leur demanderais de multiplier et de bien entretenir les sources d'eau propre, renforcer la sécurité au niveau de la circulation routière et maritime. Que l'ABREMA qui approuve les produits utilisés dans les établissements sanitaires redouble de vigilance pour éviter l'entrée sur le territoire burundais des produits ne répondant pas aux normes exigées ; réguler et surveiller les activités des tradipraticiens, des pasteurs au niveau de certaines églises qui font miroiter aux patients des guérisons miraculeuses ; sensibiliser la population afin que les patients puissent se référer, en cas de problèmes de santé, aux structures sanitaires compétentes pour leur prise en charge », lance le colonel-médecin.



JOURNEES COMMEMORATIVES SANTE A VENIR :

10 octobre : Journée mondiale de la santé mentale
Du 13-19 novembre : Semaine mondiale pour le bon usage des antibiotiques
14 novembre : Journée mondiale du diabète
1er décembre : Journée mondiale du Sida

Partenaires

Un grand merci à nos partenaires et bailleurs dont les fonds permettent de répondre aux besoins du pays en matière de santé et du bien-être de la population. Ces appuis financiers constituent un soutien énorme aux différents efforts pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) et surtout de la Couverture Sanitaire Universelle.



EUROPEAN COMMISSION



Humanitarian Aid and Civil Protection



Directeur de Publication

Dr Xavier CRESPIEN, Représentant OMS BURUNDI

Abd Razzack SAIZONOU - Rédacteur en chef

Grâce Ntahiraja - Graphiste

Dr Yao Kouadio Théodore - Conseiller à la rédaction



Organisation mondiale de la Santé
Burundi